

LAURE LAVALETTE : « L'État doit se serrer la ceinture avant de demander des efforts ! » (FranceInfo)

10 min · Rassemblement National

Bonjour, Laure Lavalette.

Bonjour, Antoine Comte.

Merci d'être avec nous ce matin dans le 7 -40. Votre rendez -vous politique en cette année présidentielle, je voudrais qu'on parle, Laure Lavalette, si vous le voulez bien, de cette affaire très embarrassante pour votre candidate Marine Le Pen. L'affaire de ce policier qui a tenu des propos racistes, misogynes, homophobes. Il est membre de votre parti. Le Rassemblement national bénévole au sein du service d'ordre du Rassemblement national et proche du nouveau maire élu en mars dernier à Carcassonne Christophe Barthès. Comment vous expliquez, Laure Lavalette, que c'est toujours au sein de votre parti, le Rassemblement national, qu'il y a ce type de dérapage -là

? Alors, il était membre. Il ne l'est plus puisque la capacité du Rassemblement national a été de réagir très vite. Vous savez que les faits dont vous parlez se sont produits cinq mois avant l'élection de Christophe Barthès. C'était donc sur la municipalité d'avant. Le maire avait été au courant. Une enquête avait été diligentée. On peut se demander pourquoi il n'a rien fait. Et surtout, on peut se demander pourquoi est -ce que, médiatiquement, cette affaire sort maintenant ? Que c'est Christophe Barthès ? On a l'impression qu'il y a quand même une volonté de nuire et de protéger le maire d'avant. Donc, écoutez, moi, je pense que ce qui compte, c'est la façon dont un parti politique réagit. Vous savez, quand vous représentez 11 millions de Français, vous n'êtes pas à l'abri. Il y en est qui soient des brûlis galeuses, comme on peut le dire. On a une capacité de réaction très forte. Et contrairement à ce que vous dites, je ne pense pas que ce soit embarrassant pour Marine Le Pen. Vous imaginez bien que ni la municipalité, ni Christophe Barthès, ni Marine Le Pen ne peuvent être tenus responsables de ce qu'a dit cet individu. Les propos sont épouvantables. Ils vont être évidemment condamnés. Comme vous l'avez dit, il y a un florilège. En fait, il y a tout ce qui est pénalement répréhensible qu'on puisse imaginer. Mais c'est toujours au sein de votre parti quand même qu'il y a ce type de dérapage. Non, ça n'est pas toujours, monsieur Comte, quand vous avez un député de Sonéol qui fait un salut nazi à l'Assemblée nationale et qui réinvestit. Quand vous avez une conseillère municipale à Perpignan qui fait un salut nazi alors qu'elle est socialiste et qu'elle est réinvestie. Ce qui est étonnant, c'est que vous n'en parliez pas.

Quand même, vous deviez faire le ménage en l'interne. On souvient de ces déclarations de Marine Le Pen, de Jordan Bardella, des cadres de votre parti. D'ailleurs, vous êtes l'une des représentants. Il était bénévole. Oui, mais moi, en tout cas, les cadres de votre parti avaient en tout cas insisté sur le fait de faire le ménage en interne. On se rappelle de cette expression de Jordan Bardella disant qu'il y a des brebis galeuses. Vous venez de la reprendre. On se rappelle aussi des dernières législatives où il y a eu, par exemple, cette candidate qui s'était affichée avec une casquette nazie. Il y a eu ces débats aussi lors des élections municipales avec pas mal de dérapage en plateau, notamment chez nos confrères de France en région. Vous deviez faire le ménage. Il n'est pas vraiment fait ce ménage. Bien

sûr qu'il est fait ce ménage. Mais encore une fois, nous sommes le premier parti de France. Donc, c'est absolument colossal. Le ménage, il est fait. Il y a une commission nationale d'investiture. Et je vais vous dire, ça ne passionne que vous. Personne ne m'en parle sur les médias. Et ça n'empêche pas Marine Le Pen d'être très en tête encore dans les sondages. Les Français ont bien compris que ce qui nous préoccupait aussi, c'était le pouvoir d'achat.

Mais ça me passionne peut-être que moi, mais vous avez du mal à condamner les propos. Vous

plaisantez ou quoi ? Je viens de dire que c'était absolument épouvantable. Vous ne me faites pas au contraire. C'est un procès d'intention. Vous voulez condamner à 100 % ? Comment pouvez-vous imaginer que je ne les condamne pas ? Est-ce que vous êtes d'accord avec

cette opposition, à vous, opposition de gauche, qui dit que finalement, bah voilà, dans l'Assemblée nationale, il y a des membres qui peuvent être racistes, qui peuvent être misogynes, qui peuvent être homophobes, voire tout à

la fois. Dès que nous avons conscience, dès que nous avons, vous savez peut-être que chez France Info Télévisions, il y a des gens qui ont des pensées terribles et que vous ne le savez pas. Le jour où ils le disent, là vous vous dites, tiens, c'était mon collègue de boulot, je suis très étonnée. Ce qui compte, c'est que France Info Télévisions le vire au moment où ils l'apprennent. C'est exactement ça. Je vais vous dire, l'antisémitisme décomplexé à l'heure actuelle, il est à l'Assemblée nationale, il est avec LFI. Si vous suivez un peu l'actualité, je sais que vous le faites, M. Comte, vous avez bien vu que les racistes et les antisémites, ils sont du côté de LFI.

Bon, en tout cas, il n'y a pas eu d'exemples pour l'instant du côté de France Info Télévisions de mes collègues, de dérapages de la sorte. On a l'impression quand même que votre parti est en cours de radiabolisation. Pourquoi j'emploie cette expression-là ? Il y a cette affaire, elle tombe peut-être au mauvais moment pour votre candidat et votre campagne, mais il y a aussi... M. Comte, oubliez ça. Enfin,

je vais dire, c'est un non événement pour... C'est epsilon. C'est un non événement pour vous. Venez avec moi sur les marchés. Pour les Français, préoccupation des Français, c'est d'arriver à faire le plein d'essence, alors qu'il y a certains endroits où le litre est à 2,40 euros. La préoccupation des Français, c'est d'avoir plus de 100 euros le 10 du mois pour continuer à pouvoir nourrir sa famille. Ils sont très loin du dérapage épouvantable qu'a pu faire ce policier.

Je vous pose cette question de la dédiabolisation parce qu'on sent que les thématiques abordées par votre candidate Marine Le Pen sont des thématiques, en effet, plus proches du FN d'antan aujourd'hui que du RN. Aujourd'hui, Marine Le Pen qui a mis en place cette... Je voulais citer Marine Le Pen qui a mis en place cette stratégie de la cravate, de la dédiabolisation. Il y a cette thématique, bien évidemment, mise en avant par l'Assemblée nationale sur le voile, le fait de vouloir l'interdire dans l'espace public. Il y a aussi cette sortie de louer à l'UO vice-président du RN sur la volonté, si le RN arrive au pouvoir, de couper le robinet des aides à l'Ukraine. Je cite, ce sont ses propos. Est-ce que c'est une stratégie que vous assumez ? On se rappelle de Marine Le Pen en 2022, candidat du pouvoir d'achat. Là, on est sur d'autres thématiques plus régaliennes, l'immigration, l'Ukraine. Vous savez, quand vous

arrivez à une élection présidentielle, c'est à tous les sujets qu'il faut répondre, bien évidemment. Et en fait, quand Marine Le Pen, en 2021, fait ce projet de loi pour lutter contre les idéologies islamistes, la France sort traumatisée, exsangue du Bataclan, de l'attentat de Nice, des frères Kouachi. Et elle fait un projet de loi pour lutter contre les idéologies islamistes. Il y a plusieurs propositions, fermer les

mosquées radicales. Je rappelle à ceux qui nous écoutent, il y en a encore 140 qui sont aux mains des frères musulmans. Et il y a aussi l'interdiction du voile islamiste. Ce n'est pas nouveau. Et figurez-vous que plus de 69 % des Français sont d'accord avec nous.

Donc ce sont des stratégies que vous... Mais ce n'est pas une stratégie, ça toujours

fait partie de notre programme. Moi, j'ai

beaucoup suivi Marine Le Pen. Elle n'est pas moins sur ces thématiques. J

'étais porte-parole de campagne déjà. Et nous nous demandions déjà la baisse de la TVA sur le litre d'essence et sur le gaz. Et nous nous demandions aussi de lutter contre l'islam politique. Mais parce qu'on pense que l'islam politique est l'ennemi intérieur et qu'effectivement, c'est au président de la République aussi d'arriver à lutter, de protéger nos concitoyens.

L'heure la valette, à quoi on peut s'attendre dimanche ? Discours de Marine Le Pen de rentrer à Ennamboumont. Alors la braderie d'Ennamboumont, votre fief historique pour l'Assemblée nationale. C'est

loin de tout long quand même. C'est le fief. Le fief de votre

parti, je parle de Marine Le Pen. Est-ce qu'on s'attend à quel type de discours qu'elle va être la teneur ? Est-ce que justement ces thèmes-là liés à l'immigration, les aides à l'Ukraine vont être abordées ? Ou est-ce que là, on est sur un discours qui va être peut-être plus rassembleur ? Non mais je n

'ai aucune idée. Ce n'est pas moi qui ai écrit le discours. En tout cas, ce qui est certain, c'est que c'est un peu le lancement de campagne. Et voilà la question que les Français vont devoir se poser, c'est est-ce qu'on vit mieux maintenant qu'il y a dix ans avec Emmanuel Macron ? Il en a fait un enfer fiscal, un enfer sécuritaire, un enfer migratoire. Voilà, je pense qu'elle va dire aux Français, on est à la veille d'une grande élection, une élection majeure, c'est peut-être la dernière qui pourrait permettre au camp national d'arriver. Et on a le choix avec le déclin lent, avec le clone d'Emmanuel Macron, qu'il soit Édouard Philippe ou Gabriel Attal, la folie fiscale de Jean-Luc Mélenchon qui veut taxer tout le monde, qui veut régulariser tous les clandestins, qui veut même remettre la baïa. Mais ça va bien. Je sais que vous aimeriez que ça aille mal, mais ça va bien. Je vous pose la question.

C'est elle ou moi, aurait-il dit, en tout cas selon nos confrères de Libération, à propos de Marion Maréchal, la nièce de Marine Le Pen.

Jordan Bardella n'a qu'une envie, c'est évidemment de gagner. Il a dit à Marine Le Pen qu'il était 200 % derrière elle. Marine Le Pen a une stratégie, nous serons bien évidemment derrière. Et Jordan Bardella, c'est qu'on a besoin de tout le monde pour rassembler. Vous savez, faire 50 % à une voix, c'est pas rien, monsieur Comte. Il faut rassembler sur l'échiquier politique, il faut arriver à convaincre. On travaille déjà depuis 2024. On a des députés qui sont dans notre groupe, des députés de Marion Maréchal. Donc, en fait, ce n'est pas une nouveauté. On travaille déjà. Il n'a pas tenu

cette phrase, c'est que tout va bien dans le meilleur des mondes. Je n'étais pas là et je n'ai

pas entendu. Et je peux vous assurer que ça va bien. Alors, je sais que c'est très étonnant et qu'on a la chance d'avoir deux présidentiables dans le même parti. C'est quand même assez rare. Moi, je trouve que c'est une chance folle d'avoir ce ticket gagnant. Je peux vous assurer que le groupe vit bien comme on vit.

Alors, Lavalette, je voudrais qu'on parle de cette polémique autour de la ministre au Orberger qui était à votre place hier dans le 7 -40. Elle affirme, je la cite, que la théorie du grand remplacement est une théorie mensongère. C'est ce qu'elle dit. Pour noter le grand remplacement, c'est l'écrivain d'extrême droite, Renaud Camus, qui l'a popularisé et qui affirme que les populations européennes seront progressivement remplacées par des populations immigrées. Aurore Berger, ministre du gouvernement Lecornu, dit que c'est une théorie mensongère, mais elle dit qu'on peut accepter que, finalement, des élus portent cette théorie -là au nom de la liberté d'expression. Est-ce que vous êtes d'accord ? Moi, je suis

très étonnée du procès qu'on fait à Aurore Berger. Enfin, je veux dire, on la connaît tous. J'ai bien vu que la polémique était partie de Priscatevno, qui ne loupe pas quand même une occasion pour taper sur ses petits camarades. Quand on connaît Aurore Berger, on ne peut pas imaginer une seule seconde qu'elle est une complaisance pour la théorie du grand remplacement. Vous savez que c'est un terme que nous n'employons jamais au Rassemblement national. C'est un terme que nous laissons à d'autres. Marion

Réchal, défend-tu ton priorité ? En tout cas, je

peux vous dire que nous, moi, je ne porte parole d'un mouvement qui ne l'emploie jamais. Par contre, si vous me demandez s'il y a une submersion migratoire, je vais vous répondre oui, monsieur Comte. Quand vous avez 500 000 immigrés légaux qui rentrent tous les ans, oui, c'est une submersion migratoire. Est-ce que les Français l'ont choisie ? Je ne le pense pas. Ils subissent cette politique migratoire folle sans qu'on leur ait vraiment demandé leur avis. Est-ce qu'on a des solutions ? Oui, Marine Le Pen, une fois élue, fera un référendum constitutionnel pour graver dans la Constitution les outils juridiques, politiques, administratifs qui nous permettront de lutter. On va mettre fin aux droits du sort, on va mettre fin aux groupements familiaux. Donc oui, on va s'attaquer évidemment à cette immigration complètement dérégulée. Mais voilà, les propos, je trouve que c'est un faux procès qui est fait

à Auroberger. Un mot sur le budget, bien évidemment, que ça a présenté au Conseil des ministres un projet de loi de science de 2027 le 30 septembre prochain. Vous faites quoi, Hérène ? Vous censurez ou vous attendez de voir

? Non, mais on n'est pas dogmatique. On va bien voir ce que le gouvernement nous propose. Si le gouvernement ne fait pas de hausse d'impôts, ne veut pas dérembourser les médicaments, ne veut pas désindexer les retraites sur l'inflation, si enfin il a décidé de se serrer la ceinture, à ce moment-là, nous verrons. On sera encore constructifs. Vous savez, ça fait quatre ans que je suis élue, quatre ans que nous votons, tout ce qui va dans le bon sens. Ça fait beaucoup de si, là. Ça fait beaucoup de conditions. Ça fait beaucoup de lignes rouges. Ça fait beaucoup de lignes rouges. Les lignes rouges exactes ne sont pas encore définies, mais c'est vrai qu'il va falloir que ça aille dans notre sens. Les Français sont complètement extangés. Les Français n'en peuvent plus. La pression fiscale sur eux est absolument colossale. Il faut que l'État... envoient des signaux d'économie. On ne peut pas demander aux Français de faire des économies si l'Etat ne se sert pas la ceinture. Il y a beaucoup de pistes pour faire des économies. Il faut qu'on arrête de donner autant d'argent à l'Union européenne. Il faut lutter évidemment contre cette immigration et réserver les allocations de solidarité aux Français ou aux étrangers qui ont cotisé déjà pendant cinq ans. Il faut mettre fin à ce millefeuille territorial absolument prolifique. C'est à ces agences aussi qui ne servent à rien.

Merci Laure Lavel. Merci d'avoir été avec nous dans le 7 -40.